Ainsi soit-il. — Signé : Antoine Gaza, président du Sénat.

Je vous transmets ci-joint, le rapport annuel de l'administrateur de l'Hôpital de Charité.

(Signé) A. MOUTON.

Sur motion le Sénat dispense de la lecture du dit rapport et a ordonné l'impression du dit rapport à cent exemplaires dans chaque langue.

La pendule marquant alors cinq heures, le président a ajourné le Sénat à demain à neuf heures A. M.

VENDREDI, le 17 janvier 1845.

Le Sénat s'est assemblé conformément à l'ajournement.

Membres présents :—MM. Félix Garcia, président ; Bernard, Cirier, Dubuclet, Downs, Dupré, Edwards, Harman, Kenner, Labauve, Ledoux, Livaudais, Marshall, Moraney et Sidell.

Conformément à l'avis qu'il en a eu donné, M. Kenner fait la motion de nommer, par la voie du scrutin, un secrétaire pro tem.

M. Sidell a présenté la résolution suivante, laquelle a été adoptée :

Résolu, que le salaire du secrétaire pro tem. sera payé par le secrétaire du Sénat.

M. Kenner renouvelle la motion de procéder à l'élection du secrétaire pro tem.

Cette motion prévaut.

M. Kenner annonce M. St. Colombe Davis comme candidat.

Les votes étant donnés, deux de chaque scrutin, le président annonce MM. Carter et Kenner comme vérificateurs.

Au dépouillement du scrutin, il a paru que M. Ste. Colombe Davis était élu à l'unanimité.

Sur motion, M. Bernard, M. Ste. Davis prête le serment d'office.

M. Carter, de la part du comité des réclamations, auquel avait été référée la pétition de G. P. Briant, rapporte un bill intitulé :

Acte pour venir au secours de G. P. Briant.

Ce bill subit sa première lecture.

Sur motion et après dispense des règles, le dit bill subit sa 2me. 3me. lecture et passe.

Ordre spécial du jour.

Le Sénat s'occupe du bill pour incorporer la compagnie d'Assurance Mutuelle de la Louisiane.

La 1re, 2e et 3me sections du dit bill sont lues et adoptées.

Et sur motion de M. Dupré, la considération ultérieure de dit bill est renvoyée à lundi prochain, à 10 heures A. M.

Ordre du Jour.

Le Sénat s'occupe du bill de la Chambre, intitulé :

Acte pour changer l'acte intitulé Acte relatif aux avis publics dans la paroisse d'Orléans, approuvé le 16 mars 1843.

Ce bill subit sa 1re. lecture, sur motion et après dispense des règles, il subit sa 2de lecture par Sous-titre, et sur motion de M. Sidell, il est référé au comité judiciaire avec invitation de faire son rapport lundi prochain.

La résolution ajournant l'ajournement sine die de la Législature subit sa 2de lecture.

Sur motion et après dispense des règles, la dite règle, la dite résolution subit sa 3me lecture et est adoptée, et le secrétaire est chargé de la soumettre au concours de la Chambre.

2de. Lectures.

Le Sénat s'occupe du bill intitulé : Acte pour amender l'acte intitulé Acte pour faciliter la liquidation des Banques hypothécaires, incorporées par l'Etat, approuvé le 5 avril 1843.

Ce bill subit sa 1re lecture, et sur motion de M. Bernard, le dit bill est renvoyé au comité de finances, avec les instructions suivantes :

1o. de s'enquérir et de faire connaître quels sont les devoirs du bureau des commissaires de la Banque des Citoyens de la Louisiane, et si le nombre des dits commissaires ne pourrait être réduit sans entraver la liquidation de ladite Banque.

2o. de s'enquérir des dépenses annuelles de la dite Banque en liquidation, et si ces dépenses ne sont par plus fortes que celles des autres Banques en opération de cette ville, et ces dépenses ne sont pas trop fortes pour les ressources présentes de la dite Banque, vu les circonstances et le tems.

Sur motion de M. Declouet, le Sénat siége à huis clos.

Après l'ouverture des portes, M. Livaudais donne avis qu'il présentera un acte pour amender les divers actes relatifs à la Cour de Cité de la ville de Lafayette et pour d'autres objets.

La pendule marquant onze heures, le Sénat s'ajourne à lundi prochain, à 9 heures A. M.

DÉPARTEMENT DE LA TRESORERIE,
Nouvelle Orléans, 6 janvier 1845.

A l'honorable Antoine Beauboucque, orateur de la Chambre des Représentans.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre le rapport annuel que la loi me fait un devoir de vous présenter.

Conformément à la sixième section de cette institution : " Acte pour pourvoir au règlement et à la liquidation des dettes imparfaitement dues de l'Etat et pour d'autres objets, " approuvé le 25 mars 1841, les propriétés suivantes, appartenant à l'Etat, ont été vendues à l'encan, aux termes et conditions fixés par la législature.

1o. La vente du Rail, de bœuf esclaves, des machines, et de tous les privilèges appartenant à la compagnie du Chemin de fer de Nashville, a produit une somme de $53,870 00

A cela il faut ajouter la vente de 98 esclaves et d'un coffre-fort non vendus, saisis et vendus, en 1842, par le shérif Trudeau, laquelle vente a produit 13,990 08

Plus, la vente d'un esclave en marronage, saisi et vendu en 1843, par le shérif Lewis, laquelle vente a produit 679 99

$ 67,840 07

2. Les terrains et l'usine appartenant à l'Etat, situés dans les rues Jefferson, Charles, Vieille Levée et Toulouse, ont produit 102,100 00

Des réclamations ont été faites par deux propriétaires, pour le moitié d'un mur mitoyen rue Toulouse, et pour une portion de terrain sur toute la profondeur des lots situés entre les rues de Charles, Jefferson et de la Vieille Levée. Ces réclamations sont fondées, il serait convenable que le Trésorier reçut l'arrêt de la régie.

3o. Le Rail, 17 esclaves, les machines, machines à vapeur, bâtisses, les créances, droits et privilèges appartenant à la Compagnie du chemin de fer du Golfe du Mexique, ont été vendus sous la condition que l'acquéreur continuerait de tenir le dit chemin de fer en bonne opération, et qu'en outre il assumerait le paiement de $18,000. La vente a produit 15,000 00

[Plusieurs demandes en intervention, s'élevant à la somme de 17,633 58/100, ont été formées devant la Cour du Premier District Judiciaire, ayant pour but de réclamer le produit de cette vente. L'avocat-général, chargé de faire mettre de côté ces demandes en intervention, a l'espoir d'y parvenir, autrement que le privilège de l'Etat prime celui des intervenants.]

4o. La vente des propriétés, terres, esclaves, droits et privilèges appartenant à la Compagnie du chemin de fer de Port-Hudson et Clinton, devant conformément à la loi, avoir lieu dans les fournaux, n'a pu avoir lieu le 1er décembre dernier ; mais une injonction de la Cour du 3e District judiciaire, rendue dans l'affaire de Perry et Langdon, de Wm. Langdon, et autres, réclamant la somme de $26,000 en vertu de divers jugemens, a mis arrêt à cette vente, et la fera cesser jusqu'à la décision ultérieure de la Cour.

5o. Les actions appartenant à l'Etat dans la Compagnie de Desséchement n'ont pas été offertes en vente ; elles ne pourraient être vendues en ce moment qu'à vil prix, à cause de l'issue du procès entre la Compagnie et la maison de MM. Lizardi et Cie., l'Etat peut espérer disposer plus tard de ses part et actions dans cette institution à des conditions bien plus favorables.

Le montant du jugement obtenu par l'Etat contre la Compagnie du chemin de fer de Carrollton, s'élevant à $37,500 00 et les intérêts arriérés à cinq pour cent, s'élevant à 4,418 65

$41,918 65

qui ne peut être rendu en partie ou en son entier par l'Etat pour l'extinction de la dette, a été transféré aux Cultivateurs de la Louisiane.

Ce prêt, dont la somme primitive s'élevait à $72,000, échéant le 1er. juin 1845, se trouve réduit maintenant à $32,77 100, au pied du comptant, le 31 décembre 1844 . . . . 13,366 60/100

Ensemble, $40,811 10

Par les dispositions de l'acte intitulé : Acte pour autoriser le gouverneur de l'Etat de la Louisiane à vendre les terres vacantes appartenant à l'Etat, situées dans les limites reconnues de la Louisiane, approuvé le 25 mars 1844, il a été vendu jusqu'au 30 décembre dernier . . . . 1,045 29/100 acres des terres dont les Ecoles publiques, par . . . . $ 8,530 50

Et 100 acres 0/100 acres de terres dont les Ecoles publiques, par 130 00

Et vente publ. 10,481 31/100 acres des terres dont les Ecoles publiques, par 32,164 00

13,366 60/100 Ensemble, $40,811 10

Dont le jugement a été effectué comme suit :

En espèces $7,106 10

En coupons d'intérêt échus de la dette primitive 33,715 00

Et en billets de la Banque de la Louisiane, à cinq pour cent, s'élevant à 4,418 65

$45,239 75

Ainsi qu'il appert des comptes du Receveur des deniers publics [au département du Trésor], jusqu'au 31 décembre dernier, lesquels comptes ont été rendus distincts pour chacune des deux concessions. La vente a été continuée le 3 du courant.

A l'exception des ventes et des règlemens susmentionnés, la situation des affaires de l'Etat, pour ce qui concerne ses dettes proprement dites, n'a subi que peu de changement depuis le dernier rapport que j'ai eu l'honneur de vous soumettre. On en peut attribuer la cause au refus temporaire de la part des Banques créancières de l'Etat, d'adhérer aux mesures adoptées à la dernière session de la Législature pour la liquidation et le règlement d'environ $2,500,000 000 de dettes proprement dites de l'Etat. Quelques arrangemens ont été maintenant conclus avec les créanciers, et j'ai l'espoir d'arriver sous peu à un règlement définitif, qui, réservant avec une dette n'excédant pas $1,800,000, échéant à diverses époques, entre 1845 et 1852, et pour demander cette dette, il suffirait ou du surplus du revenu annuel, ou du produit de la vente des terres publiques de l'Etat.

Dans cet état de choses, résultant de non-accomplissement des mesures susmentionnées, la députation [illegible] [illegible] [illegible]